

09-02-24 Article Crise du Mildiou

Audition Marc Fesneau

Mildiou - « têtu » le député Taupiac enjoint à nouveau le gouvernement à agir plus fortement.

« En bon Gascon, je suis un peu capbourrut Monsieur le Ministre » a lancé le député David Taupiac au Ministre de l'agriculture, M. Marc Fesneau, dans le cadre d'une audition de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale mercredi 07 février. C'est au détour de cet adjectif gascon, qui signifie « têtu », que le député a rappelé l'obstination avec laquelle il a alerté l'exécutif sur le péril que représentait le mildiou pour les vignobles du sud-ouest, notamment dans le Gers. « Monsieur le ministre je vous ai envoyé trois courriers depuis juillet de l'année dernière, je vous ai interpellé en commission, vous ne m'avez toujours pas répondu » a très vite déploré David Taupiac qui avait également déposé plusieurs amendements sur le sujet dans le cadre du débat budgétaire.

Faisant suite à l'exceptionnelle mobilisation du monde agricole du mois de janvier, le ministre avait annoncé la semaine dernière le déblocage de 80 millions d'euros pour le secteur viticole. Une somme que le député Taupiac estime bien insuffisante, relevant davantage, selon lui, du saupoudrage économique tant les pertes dues au mildiou sont importantes. Il a notamment rappelé que sur l'ensemble de cette enveloppe, 5 millions d'euros seraient destinés au Gers pour des dédommagements liés au mildiou, tandis que les pertes financières des exploitations viticoles du département s'élèveraient à 25 millions d'euros rien que sur l'année 2023. Une partie serait également mobilisée pour des problématiques de sécheresse dans l'Aude ou l'Hérault par exemple.

Le ministre, vraisemblablement agacé par l'interpellation de David Taupiac a sèchement souligné la nécessité selon lui de documenter ces pertes en renvoyant le député du Gers à une forme d'irresponsabilité financière.

« L'indigence et la légèreté de la réponse du ministre me laisse pour le moins perplexe... A quelques semaines du salon de l'agriculture et alors qu'un rapport très étayé a déjà été remis au ministère par les viticulteurs du département, il s'agit d'un très mauvais signal pour l'ensemble de la filière. J'ose espérer que le débat sur la loi d'Orientation et d'avenir agricoles permettra d'aborder cet enjeu crucial pour l'avenir des exploitations viticoles » a déclaré plus tard le député.

